

I N F O R M A T I O N & L I A I S O N S
O U V R I E R E S

N°12

Avril 1959

oooooooo

DEUX EXEMPLES RECENTS DE LUTTES OUVRIERES :

Débrayages des outilleurs à la Régie Renault

Voici les faits d'après le N° du 6/4/59 du Bulletin "Voix ouvrière" publié par un groupe d'ouvriers des usines Renault:

"Deux débrayages se sont déroulés dans les départements d'outillage de la Régie et plus particulièrement, avec un ensemble assez saisissant, au Départ. 37. Le motif de ces débrayages c'est que la Direction a voulu sous prétexte de simplification (simplification pour elle bien entendu) instaurer un nouveau système de paye. Ce nouveau système qui prévoit le remplacement des coefficients de production par des lettres accolées à notre coefficient hiérarchique n'a pas été du goût des intéressés. (...)

" Le 25 mars, un tract CGT nous invitait à un débrayage d'une heure pour le jeudi 26 mars. Au département 37, dès le 25 mars, l'équipe du soir s'assembla pour organiser le débrayage qui, le lendemain, fut unanime. Au rassemblement de l'Avenue Emile Zola, la Direction ayant refusé de recevoir les délégués, ceux-ci ne surent pas dire grand chose d'autre que de nous inviter à reprendre le travail après avoir "salué notre magnifique mouvement". Les 2 000 outilleurs qui avaient débrayé manifestèrent vigoureusement leur volonté de ne pas en rester là. Ils imposèrent que les délégués soient reçus et la Direction dut accepter de discuter le nouveau système. Le lendemain nous eumes la désagréable surprise de constater que les ouvriers qui avaient imposé à la Direction de recevoir les délégués étaient qualifiés dans un tract de la CGT "d'énergumènes irresponsables".

Est-ce là un moyen de souder l'unité?

" Un nouveau débrayage fut prévu pour le vendredi 3 avril à 13.45 h. La Direction tenta une manœuvre de diversion. Vers 10 h. elle préfabriquait une délégation et convoqua un ouvrier de chaque équipe pour la salle de conférences avec bon de circulation en règle et paiement des heures de délégation.

La Direction prétendit que les ouvriers étaient mal informés. Un ouvrier fit remarquer avec à-propos que la direction disposait de panneaux d'affichages et les ouvriers convoqués refusèrent d'écartier les délégués de la discussion comme l'aurait voulu la Direction.

" La manoeuvre de la Direction était tellement grossière qu'elle n'eut qu'un effet: celui de rallier les derniers hésitants au mouvement de l'après-midi où le débrayage fut total.

" Dans ce conflit nous avons appris au 37 à nous consulter avant d'agir et c'est ce qui a assuré le succès de notre mouvement. C'est dans cette voie que nous devons continuer si nous voulons faire échec à la Direction." (...)

Dans "Pouvoir Ouvrier" (Avril 1959 N°6), un ouvrier fait également le récit de la lutte et le fait suivre du commentaire suivant:

« Lors de ces grèves il y avait plusieurs choses à faire et plusieurs choses à ne pas faire.

1) pour lutter contre ces mesures, il n'est pas nécessaire de faire des actions de grande envergure car risquer plusieurs heures de perte de salaire pour des objectifs aussi limités fera vite reculer la plupart des outilleurs. D'un autre côté, n'étant pas directement liés à la production, il est bien évident que la direction peut supporter très facilement plusieurs heures de grève de notre part. C'est pourquoi il serait préférable de choisir dans ce cas, des actions qui ne soient pas obligatoirement des grèves d'avertissement, mais qui peuvent être aussi efficaces que la grève. Ce sont des actions de harcèlement, une sorte de guérilla contre la direction et son appareil administratif. Dans ce domaine il y a mille façons de gêner la direction, il suffirait simplement d'organiser cette guérilla.

Voici quelques propositions recueillies chez les outilleurs:

- a) saboter les commandes pressées en les retardant le plus possible.
- b) proposer aux équipes de montage des machines-transfert de se couler et leur payer leur perte de salaire.
- b) faire la grève du zèle et respecter la sécurité.
- d) faire des pressions sur l'appareil administratif, demander tous des comptes, refuser de pointer pendant plusieurs jours.
- e) faire des pressions sur les chefs d'équipe et contremaîtres pour les empêcher de prendre les mesures de déclassification." (...)

Action autonome des perfos à l'ASSURANCE-VIE

Voici, d'après le Bulletin "Assurances Générales", n°17 (mars 1959) publié par un groupe d'employés des Assurances générales, les faits:

"Il y a 10 perfos au Central mécanographique des Assurances Générales Vie. Elles sont au rendement: 9.000 perforations à l'heure c'est le minimum exigé; habituellement, elles atteignent 15 à 16.000 perforations à l'heure (4 à 5 à la seconde), ceci pendant 7h 30. Et elles ont l'impression - à juste titre - d'être parmi les employés qui travaillent le plus.

"Depuis longtemps, les perfos demandaient leur reclassement à I90 mais elles comptaient trop sur les autres; elles étaient les parentes pauvres du Central. Comme disait un cadre récemment: elles ne savent rien faire d'autre que percer des trous."

"Comme elles se croyaient faibles, elles adhéraient presque toutes à un syndicat (CFTC, FO, CGT). Et elles demandaient aux délégués de "s'occuper" de leur reclassement. "On s'en occupe, on en discute". Pendant des années "on" s'en est occupé. Et "on" disait: "elles n'arrivent à rien parce qu'elles ne s'entendent pas".

"Avec l'ordinateur et l'automation (Note de la rédaction: qui sont en cours d'installation"), cette question de reclassement est devenue plus importante et, devant le risque de voir un jour - proche ou lointain - les bandes magnétiques remplacer les cartes perforées, les perfos ont demandé l'intégration de leur prime dans le salaire.

"Des promesses, elles en ont eu de partout; mais au dernier reclassement, rien du tout. Alors, sans rien dire à personne, comme elles en avaient marre, elles ont agi toutes seules, sans délégués, sans conseillers.

"En janvier, pas une perfo n'a repris sa carte de syndicat.

"Comme la direction, dans son planning, tenait compte de 16.000 à 18.000 perforations, elles ont décidé de n'en faire que 12.000, pas une de plus, ce qui leur faisait perdre 4 000 F par mois chacune; mais c'est les cadres et la Direction qui ont fait une drôle de tête. D'autant plus qu'ils ne pouvaient rien dire: le rendement minimum était fait.

"Alors, tout d'un coup, un projet est sorti qui garantissait une partie importante de la prime en cas de mutation.

"Les choses en sont là.

"Nous n'avons pas de conseils à donner aux perfos.

"Qu'elles continuent à se serrer les coudes. Pour le reste, elles savent mieux que personne ce qu'elles ont à faire.

"Pour nous autres employés, deux choses comptent:

-ce qu'ont fait les perfos, c'est un exemple de ce que nous pouvons faire, à l'échelle du bureau, à l'échelle de la Compagnie.
-Les perfos ont perdu 40.000 F: soyons solidaires de leur lutte et versons leur ce qu'elles ont perdu.

Nous avons déjà 26.000 F; il reste 14.000 F; cela fait 100 F

pour chacun des 140 employés qui refusent de voter aux élections. Nous ouvrons une souscription. Solidarité avec les perfos."

L'assurance-chômage vu par les employeurs

Dans un de ses récents N^o, la Vie Française donne le point de vue du patronat sur l'assurance-chômage et notamment "les possibilités assez grandes dont allait ainsi disposer ainsi l'économie française: avec un versement de 1% des salaires, le fonds aura chaque année de 60 à 80 milliards de F. Avec huit millions de cotisants, il pourra prendre en charge de 250.000 à 300.000 chômeurs".

Dans le Bulletin de Paris (10/4) René Belin salue le fonds comme une véritable entreprise de "collaboration de classe" et écrit: "Du côté des syndicats ouvriers (...) on fait de la collaboration de classe comme M. Jourdain faisait de la prose: sans le savoir. M. Jourdain, il est vrai, se félicitait en découvrant qu'il était prosateur. Syndicalistes chrétiens et socialistes ne veulent pas voir, et moins encore avouer, qu'ils sont engagés dans la voie de la collaboration."

Luttes ouvrières en Angleterre

La combativité des ouvriers anglais ne se ralentit pas. Chaque jour nous en apporte de nouvelles preuves. Le 14/4, par ex., 1.100 ouvriers travaillant sur les chaînes d'assemblage de postes de radio à Hirwaun ont entamé une grève "non officielle" contre les relèvements de cadence. La direction considérait que ces relèvements étaient nécessaire pour lutter contre l'intensification de la concurrence internationale.

A la B.M.C. (automobiles), les travailleurs au temps ont décrété le 14/4 l'embargo sur les heures supplémentaires pour faire aboutir leurs revendications.

Correspondence

Un camarade nous écrit de Vence pour nous dire l'intérêt qu'il a pris à lire le Cahier n^o 2 sur le Borinage et note à ce propos: "qu'on constate une fois de plus, en voyant comment les Italiens sont traités que l'internationalisme reste plus que jamais dans les mots, sans parler de la conscience de classe."

Un camarade de la Sécurité Sociale nous fait part de l'accueil qu'ont reçu dans sa boîte les I.L.O. qu'il a fait circuler. "Les n^o sur le Marché Commun et sur la situation en France ont vivement intéressé. Par contre certains n^o (sur d'autres entreprises ou sur les grèves en Grande-Bretagne, par exemple) n'ont pas suscité de commentaires."